

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



GEVAL_Plate-forme multimodale

La Cité Navale
44220 COUERON

Références : N3-2022600Rapportinspection

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement ARC-EN-CIEL_Plate-forme multimodale implanté La Cité Navale 44220 COUERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie en cours au niveau du bâtiment CSR

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEVAL_Plate-forme multimodale
- La Cité Navale 44220 COUERON
- Code AIOT dans GUN : 0006310326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Plate-forme de tri-transit de déchets non dangereux et de préparation de déchet de bois en fonction du cahier des charge des clients.

Stockage déporté des CSR produits par Arc-en-Ciel 2034 voisine

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion du sinistre en cours

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'incendie est survenu dans un bâtiment de stockage de CSR (composés de déchets broyés de bois, mousses, cartons) de 1300m². Cet incendie ayant débuté vers 17h40 était déjà maîtrisé à l'arrivée de l'inspection des installations classées vers 18h30.

Le bâtiment contenait environ 250 t de CSR (en deçà des capacités autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Lors du départ des inspecteurs du site, les services de secours en lien avec les équipes de l'exploitant étaient en train de sortir les déchets du bâtiment en vue d'éteindre complètement le foyer en les mettant dans une case constituée en extérieur à cet effet.

Au vu de la durée du sinistre et des fumées n'impactant pas significativement des zones habitées, il a été déterminé en lien avec le SDIS qu'il n'était pas nécessaire de déployer des canisters pour réaliser des prélèvements d'air. Seules des mesures par appareils portatifs et tubes dragger ont été réalisées par les services du SDIS pour s'assurer de l'absence de dépassement des seuils d'effets réversible concernant le HCl et le HCN (polluants identifiés comme sensibles au vu de la présence de mousse dans les CSR).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de lutte contre les sinistres	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 8.6	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 2.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Descriptif de l'incendie	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R512-69	/	Sans objet
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 4.4.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cet incendie a été rapidement maîtrisé grâce à une intervention efficace des services d'Incendie et de secours qui ont mobilisé d'importants moyens.

Au niveau de l'exploitant, la mise en sécurité du site a été rapidement effectuée (confinement des eaux d'extinction...). La structure du bâtiment a permis de limiter les dégâts (toiture fusible avec structure métallique). L'origine de ce sinistre est à ce stade indéterminé. L'exploitant devra poursuivre ses efforts pour réduire la probabilité de survenue d'un tel incident et en limiter les conséquences.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Descriptif de l'incendie

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déroulé de l'incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'incendie s'est déclaré vers 17H40 le 31 mai. La DREAL a été alertée de cet incendie en cours par la préfecture dès 17h59 et s'est rendu sur place immédiatement.</p> <p>Un rapport immédiat a été transmis à l'inspection des installations classées dès le lendemain de l'intervention. Ce compte-rendu rappelle la chronologie des événements du 31/05, début du sinistre, jusqu'au 01/06, fin d'intervention, ainsi que les incidences potentielles constatées lors de l'intervention, spécifiquement la gestion des eaux d'incendies et les risques de pollution de l'air.</p> <p>Concernant la <u>continuité de l'activité</u>, l'incident n'a aucune incidence sur la <u>gestion des déchets</u> et la production de CSR provenant de Nantes Métropole comme des entreprises.</p> <p>L'exploitant indique rechercher des capacités de stockage de substitution. Sur cet aspect, l'inspection des installations classées rappelle que Veolia dispose de la plate-forme de Petit-Mars qui vient de bénéficier d'une donner acte pour une capacité de stockage de 1000 m³ de CSR.</p> <p><u>L'exploitant a, d'ores et déjà, indiqué l'engagement d'une analyse des causes du sinistre qui fera prochainement l'objet d'un retour détaillé à l'inspection des installations classées. A date, l'origine du sinistre reste inconnue.</u></p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de produire un rapport d'accident détaillé qui décrive les différents attendus prévus par le code de l'environnement, en particulier la gestion des CSR sinistrés et l les dispositions envisagées pour le traitement et l'élimination des eaux d'extinction.</p> <p>Outre le retour d'expérience attendu dans de telles circonstances, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de proposer des améliorations de la gestion des matières combustibles et du risque incendie du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 4.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Article 8.4.2 Confinement des eaux en cas d'incendie Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est assuré par le bassin tampon des eaux pluviales mentionnée à l'article . Une procédure précise les modalités pour isoler dans le bassin tampon les eaux en cas d'incendie. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : La vanne de confinement des eaux d'extinction du site a été immédiatement actionnée par le personnel du site. Le bassin de confinement des eaux d'extinction disposait bien en début de sinistre du volume utile pour confiner les eaux d'extinction associées à un tel sinistre.
Observations : Le point de rejet de l'établissement se situant en Loire, et la marée étant haute au moment du sinistre, il n'a pas été possible de contrôler l'efficacité de l'étanchéité de la vanne. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à des vérifications périodiques et fréquentes du fonctionnement de la vanne de fermeture de la lagune pendant les périodes de basse mer permettant le contrôle de son étanchéité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de lutte contre les sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de lutte contre les sinistres
Prescription contrôlée : Article 8.6 - Plan de lutte contre les sinistres L'exploitant élabore un plan de lutte contre les sinistres en vue de : • contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; • mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il précise par anticipation tous les éléments nécessaires à la mise en place le cas échéant des évaluations de l'impact environnemental et sanitaire en situation post accidentelle suite à la survenue d'un sinistre (référence aux guides méthodologiques de l'INERIS ad'hoc à faire). Il est tenu à jour. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre de ce plan. Il est par ailleurs testé au moins une fois par an.
Constats : Lors du sinistre, l'exploitant n'a pas du tout fait mention des moyens envisagés pour évaluer les impacts post accidentels. En effet, les moyens du SDIS ont notamment été mobilisés pour faire des mesures de levées de doute quant aux potentielles fumées toxiques issues de la combustion des mousses présentes dans les déchets CSR.
Observations : L'exploitant devra justifier des dispositions prévues en cas d'accident pour faire face à un incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2019, article 2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Article 2.3.2 - Formation du personnel Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation de l'ensemble du personnel de l'entreprise, y compris des intervenants extérieurs ou les intérimaires, qui comprend, a minima, la connaissance des risques liés aux produits et aux installations ainsi que les consignes. Elle est adaptée et proportionnée aux enjeux de l'établissement. Cette formation initiale est entretenue. Le personnel est formé à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisé avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : Lors du sinistre, les salariés ont été en mesure de manipuler les RIA et d'intervenir pour évacuer les matières du bâtiment. Par contre, sur le site, n'étaient pas présents de masques à cartouches (qui ont été récupérés sur le site Arc en Ciel voisin). Des interrogations ont eu lieu lors de l'intervention sur le type de polluants pour lesquels ces masques apportaient une protection pour les salariés.
Observations : L'exploitant devra donc s'interroger sur les produits potentiellement présents dans les fumées survenant sur son site et s'assurer que le matériel disponible pour intervention permet bien la protection des salariés. Les exercices incendie devront comprendre la manipulation de ces masques et l'exploitant devra justifier de la reconstitution du stock de cartouches filtrantes disponibles en cas d'accident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet